

# L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique et son directeur général, lauréats 2005 du Prix Nobel de la Paix.

Rédaction : Corinne Castanier

## Le choix du Comité Nobel

Le vendredi 7 octobre 2005, le Comité d'Oslo a annoncé qu'il attribuait le prix Nobel de la Paix 2005 à l'AIEA — l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique — et à son directeur général, Monsieur Mohamed El-Baradei. Les lauréats se partageront 10 millions de couronnes norvégiennes (un peu plus de 1,2 millions d'euros). Ils recevront également médaille en or et diplôme, lors d'une cérémonie qui se déroulera dans la capitale norvégienne le 10 décembre prochain, date anniversaire de la mort d'Alfred Nobel, l'inventeur suédois de la dynamite.

Les membres du célèbre Comité ont expliqué qu'ils souhaitent ainsi récompenser les efforts de l'AIEA et de son directeur «pour empêcher l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins militaires et pour s'assurer que l'énergie nucléaire à des fins pacifiques est utilisée de la façon la plus sûre possible». Leur communiqué souligne également que la menace des armes nucléaires et des groupes terroristes s'accroît et qu'il faut recourir à la plus large coopération internationale pour y faire face, un principe qui s'exprime clairement dans le travail de l'AIEA et qu'il importe donc d'encourager.

Le choix du Comité Nobel a été largement salué par les chefs d'Etat partout dans le monde. Les réactions hors milieux autorisés ont été plus contras-

tées. Nous avons, pour notre part, publié le jour même un communiqué pour dire notre indignation.

A la lumière de l'actualité de ces dernières années, nous pouvons comprendre que le Comité Nobel veuille souligner et soutenir les efforts déployés par l'AIEA pour empêcher le détournement des matières fissiles et des programmes électronucléaires. Nous sommes également convaincus de la nécessité de traiter ces questions dans le cadre du droit international et de disposer, à l'échelon des Nations Unies, d'une structure compétente, ayant l'autorité nécessaire pour aller jusqu'au bout des contrôles.

Nous considérons cependant que l'appréciation du travail effectué par l'AIEA ne peut faire l'économie de ses contradictions, de ses silences et de ses mensonges. Le fait est que la mission première de cette Agence consiste à assurer, partout dans le monde, le développement maximum des applications civiles de l'énergie nucléaire. Compte tenu des liens intrinsèques entre nucléaire civil et nucléaire militaire, l'ambiguïté de l'AIEA est manifeste et lui confère parfois des allures de pompier pyromane. Par ailleurs, toute à sa mission de promotion de l'électronucléaire, l'AIEA n'a eu de cesse de minorer les conséquences des pollutions radioactives. Nous



**Mohamed ELBARADEI** est né en 1942, en Egypte. Docteur en droit international, il entame en 1964 une carrière diplomatique à l'ONU. Vingt ans plus tard, il entre à l'AIEA. En 1997, il en devient le directeur général en remplacement du suédois Hans BLIX. Son mandat est renouvelé en 2001, puis en septembre 2005.

avons pu mesurer avec quelle constance, elle s'emploie, depuis 1986, à maintenir le bilan de la catastrophe de Tchernobyl à un niveau qui soit acceptable et qui n'entrave pas les projets de relance du nucléaire.

Un mois seulement avant de recevoir le prix Nobel, l'AIEA orchestrait dans le cadre de l'ONU une ambitieuse communication sur "l'ampleur réelle" de Tchernobyl, un accident dont les effets "potentiellement catastrophiques" s'avèrent finalement très limités, le seul véritable problème tenant à l'incapacité des victimes à se ressaisir sur le plan psychologique.

Les faits sont trop graves pour que l'on puisse en faire abstraction. Compte tenu des atteintes aux droits des victimes, il est indécent de récompenser l'AIEA, et ce, quels que soient ses mérites, supposés ou réels, dans la lutte contre la prolifération des armes nucléaires.

**Prix Nobel ou pas,  
la paix ne saurait prospérer  
dans l'injustice et le mensonge.**

# Radioprotection, information et droits des victimes

## UN BILAN ACCABLANT

### Quand le promoteur des activités à risque est chargé d'établir les normes.

Tout en étant chargée de promouvoir dans le maximum de pays le recours le plus large aux applications nucléaires civiles, l'AIEA a obtenu le pouvoir d'établir des «normes de sécurité destinées à protéger la santé et à réduire au minimum les dangers auxquels sont exposés les personnes et les biens».

Une décision évidemment très avantageuse pour le lobby nucléaire mais gravissime pour les populations. Le conflit d'intérêt est en effet évident. Promouvoir le nucléaire suppose en effet de rester "raisonnable" en matière de protection sanitaire et environnementale. Le niveau de protection contre les dangers des rayonnements ionisants définit nécessairement un niveau correspondant de contraintes et de coûts pour les exploitants des installations concernées (et pour l'AIEA elle-même qui définit ainsi des limites pour ses propres activités).. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant de constater que la réglementation mise en place est particulièrement permissive.

Les normes sont censées définir un niveau de risque acceptable. Le lien entre l'exposition à la radioactivité et la nature et la grandeur du risque est établi à partir de différents types d'études : épidémiologiques, dosimétriques et expérimentales. Si l'on veut maintenir des normes peu contraignantes facilitant, par exemple, l'implantation des centrales électronucléaires, il est essentiel de contrôler la production scientifique en la matière. Toute étude démontrant un niveau de risque supérieur aux précédentes évaluations (ou l'existence d'un lien de causalité avec des pathologies qui n'étaient pas prises en compte) peut conduire à une révision des normes et une augmentation des coûts.

Parfaitement consciente de la menace, l'AIEA a mis en place un système lui permettant de contrôler l'élaboration de la "science officielle". Au niveau de

l'ONU, les relations avec l'UNSCEAR, le comité spécialisé sur les effets des rayonnements ionisants ne posaient guère de problèmes puisqu'il a été constitué sur une logique voisine de celle de l'AIEA. Il en allait autrement de l'Organisation Mondiale de la Santé. La question a été rapidement tranchée : le 28 mai 1959, l'AIEA et l'OMS signaient un accord prévoyant qu'elles "agiront en coopération étroite et se consulteront régulièrement en ce qui concerne les questions présentant un intérêt commun". De plus, "chaque fois que l'une des parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui présente ou peut présenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord".

C'est ainsi que s'est opérée, sans remous, la mise sous tutelle de l'OMS. Depuis lors, à de rares exceptions près, cette organisation n'a jamais interféré (au contraire) avec les programmes nucléaires.

N'ayant plus d'obstacles au sein de l'ONU, et bénéficiant par ailleurs de l'aide des pays nucléarisés, l'AIEA a pu contrôler efficacement l'élaboration de l'information officielle sur les effets des rayonnements ionisants. La censure est notamment passée par la reconnaissance (ou non) du travail des chercheurs, le financement (ou non) des études, la publication (ou non) des résultats, l'invitation (ou non) aux conférences, la mise à disposition (ou non) d'équipements, etc.

L'agence est même parvenue à gommer son vocation pronucléaire et s'est construite dans les médias une image d'instance respectable, produisant une information scientifique et fiable. Nombre de publications de l'AIEA concernaient la sûreté et l'Agence expliquaient que l'accident nucléaire majeur était pratiquement impossible et vantaient la qualité des installations soviétiques. C'est dans ce contexte que le réacteur numéro 4 de la centrale de Tchernobyl a explosé. C'était le 26 avril 1986.



Bélarus, zone contaminée.

### Tchernobyl, l'accident qui ne pouvait pas se produire.

Dès le mois d'août 1986, l'AIEA organisait, à son siège de Vienne, une conférence internationale consacrée à l'accident, à ses causes et à ses conséquences. Plus d'une centaine de journalistes étaient présents mais ils n'eurent droit qu'aux conférences de presse : les discussions sensibles eurent lieu à huis-clos. La délégation soviétique avaient préparé un rapport détaillé présentant notamment une estimation des conséquences sanitaires de l'accident. Le nombre de cancers mortels radio-induits était évalué à environ 44 000 (un chiffre a minima qui ne prenait pas en compte tous les radionucléides et qui se basait sur les facteurs de risque cancérogène de la CIPR 26 qui allait peu après être revus à la hausse, passant de 1,25 à 5.10<sup>-5</sup>.Sv<sup>-1</sup>).

Pour les responsables de l'AIEA, cette prévision n'était pas acceptable : le chiffre devait être réduit d'un facteur 10. L'avenir de l'énergie nucléaire était en jeu. Avec un bilan prévisionnel de 4 000 décès à terme, l'essentiel pouvait être préservé. C'est ainsi qu'un haut responsable de l'AIEA, Monsieur Rosen put déclarer :

**"Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme une source d'énergie intéressante."** CQFD.

Ce premier temps fort de l'information officielle sur les conséquences de Tchernobyl fut suivi de beaucoup d'autres. A plusieurs reprises, dans le passé, nous nous sommes efforcés d'analyser les procédés de désinformation utilisés par l'AIEA. Nous allons le faire une fois encore pour décrypter la dernière manipulation en date : elle remonte à début septembre 2005.

## **TCHERNOBYL, 20 ans après. L'AIEA révèle l'ampleur réelle de l'accident**

Le 5 septembre dernier, les médias annonçaient la bonne nouvelle : on disposait enfin de "**réponses définitives**" concernant "**l'ampleur réelle**" de l'accident et le bilan était rassurant. L'information provenait d'un communiqué officiel de 13 pages établi au nom de 3 organismes de l'ONU : l'AIEA, l'OMS et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ce communiqué reprenait l'essentiel d'un rapport de 52 pages intitulé "**L'héritage de Tchernobyl**". Les informations contenues dans ces deux documents étaient censées reposer sur "**un rapport de 600 pages en 3 volumes, qui regroupe les travaux de centaines de scientifiques, d'économistes et de spécialistes de la santé**".

De fait, le bilan présenté est on ne peut plus précis. D'après les experts, Tchernobyl sera responsable, à terme, de **4 000 morts** :

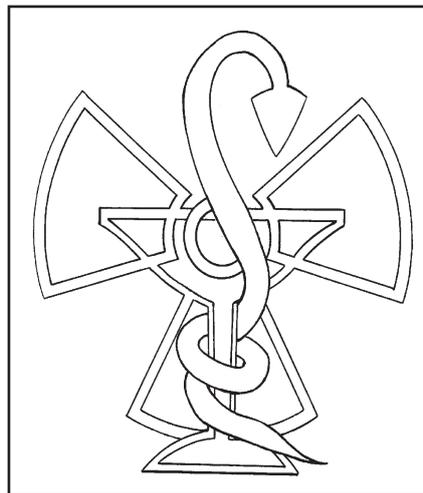
- **60 décès déjà survenus** : une cinquantaine parmi les équipes d'intervention et le personnel de la centrale et 9 enfants décédés d'un cancer de la thyroïde radio-induit ;
- **3 940 décès à venir** : il s'agit de décès par cancers qui surviendront dans un groupe d'environ 600 000 personnes. Etant donné qu'un quart d'entre elles décèdera d'un cancer «naturel», soit 150 000 personnes, les 4 000 cancers mortels radio-induits ne représenteront qu'un surcroît de 2,7%, une augmentation qui sera trop faible pour être observable.

**On est donc très loin des dizaines ou centaines de milliers de morts parfois évoqués.** «Les effets sanitaires de l'accident étaient **potentiellement catastrophiques**, mais une fois que vous les additionnez en vous basant sur des conclusions scienti-

*ifiques dûment validées, en ce qui concerne le public, ils n'ont pas été aussi forts que l'on pouvait le craindre initialement.*

En fait, la surestimation provenait du manque de connaissance des populations concernées : des milliers de personnes sont effectivement décédées mais de mort naturelle ! Angoissés et mal informés, les habitants ont eu tendance à mettre tous leurs problèmes de santé sur le compte de l'exposition aux rayonnements. Désormais, on y voit plus clair.

Parmi les autres bonnes nouvelles, on apprend tout à tour que les seules pathologies mortelles seront les cancers, qu'il n'y a pas eu d'augmentation des malformations congénitales ni d'effets sur les organes reproducteurs et qu'il n'y aura pas d'effets héréditaires.



Au delà, l'une des conclusions les plus importantes est sans conteste que l'on peut mener "**une vie saine et productive**" dans les zones contaminées.. Sauf, bien sûr, dans la zone interdite. Quoiqu'il y ait, là aussi, matière à se réjouir. En effet, l'interdiction des activités agricoles et industrielles a permis à la nature de se rétablir et, tous comptes faits, le bilan n'est pas si négatif puisque l'accident a permis de créer "**un sanctuaire unique de biodiversité**" [note : *d'autant plus unique que les chercheurs ont constaté des effets génétiques dans les cellules des plantes et des animaux !*]

«Dans la plupart des zones, les problèmes sont économiques et psychologiques, pas sanitaires ni environnementaux» Les vraies menaces proviennent de la pauvreté, des troubles

mentaux et des comportements à risque : alcoolisme, tabagisme et (sic) "vagabondage sexuel non protégé".

Pour les experts, l'impact sur la **santé mentale** est d'ailleurs "**le plus grand problème de santé publique que l'accident ait provoqué**". «Le fait que les personnes touchées aient été désignées comme des **victimes** et non comme des **survivants** » les a conduites à se considérer comme des êtres sans défense ne maîtrisant pas leur avenir. Cela génère une inquiétude exagérée ou, au contraire, des réactions totalement irresponsables.

Le bilan n'est pas seulement scientifique. Il a également vocation à émettre des **recommandations aux 3 gouvernements des pays les plus affectés : Bélarus, Ukraine et fédération de Russie.**

Il faut concentrer les efforts sur les zones fortement contaminées, supprimer les indemnités inutilement accordées aux habitants des zones les moins contaminées, et encourager au contraire les investissements et le développement du secteur privé via les petites et moyennes entreprises. On retrouve ainsi au coeur des recommandations le concept de "**développement durable en zone contaminée**" élaboré par le lobby nucléaire français (CEPN) et implanté au Bélarus sous le nom d'Ethos puis de CORE.

Les examens et les soins doivent être recentrés sur les travailleurs qui ont souffert d'un syndrome d'irradiation aiguë et sur les membres des équipes d'intervention fortement exposés. Les experts recommandent un contrôle ciblé des liquidateurs atteints de cancers non thyroïdiens et des enfants traités par radiothérapie. Pour l'instant, le dépistage des cancers de la thyroïde chez les personnes exposées pendant l'enfance ou l'adolescence devrait continuer mais il faut faire une évaluation coût/bénéfice car avec le temps le nombre de cancers va fortement augmenter. De manière générale, il faut "optimiser" les dépenses :

«**Si nous ne prévoyons pas d'incidences sur la santé et l'environnement, nous ne devrions pas gaspiller nos ressources et nos efforts sur des zones faiblement contaminées qui ne sont pas prioritaires, mais les concentrer sur les vrais problèmes.**»

## LECTURE CRITIQUE

### Le décryptage de la CRIIRAD

Les conclusions diffusées par l'AIEA et largement reprises par les médias sont censées reposer sur un rapport de 600 pages en 3 volumes. Après vérifications le rapport n'a que 499 pages et moins encore si l'on considère que l'un des 3 volumes a déjà été publié il y a plus de 3 ans.

### Héritage et bilan : l'arnaque

L'AIEA revendique dans sa communication, un bilan établi **20 ans** après l'explosion. Passons sur le fait que le 20<sup>ème</sup> anniversaire ne sera célébré qu'en avril 2006. Lorsqu'on se réfère aux dates des documents, on constate que, selon les questions traitées, les données disponibles remontent entre **15 ans et 18 ans** après l'accident.

Peu importe en fait : l'essentiel à retenir c'est qu'il est strictement impossible d'établir, 15 ou 20 ans après la catastrophe, un bilan définitif, et encore moins d'en inventorier l'héritage. Prétendre le contraire traduit soit de l'incompétence soit de la malhonnêteté. Rappelons que, 60 ans après, le bilan sanitaire des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki continue d'être revu à la hausse. Pour la plupart des cancers, les temps de latence se copent en décennies.

**Tchernobyl est, en effet, un événement sans précédent.** On ne dispose donc d'aucun modèle éprouvé pour effectuer des estimations prédictives (qui seraient d'ailleurs entachées de fortes incertitudes compte tenu des questions sur les doses reçues par les liquidateurs et les populations). Tout est à découvrir. Il faut observer, avec rigueur et sans a priori, ce qui se passe. Les experts de l'AIEA recommandant au contraire de ne pas gaspiller des ressources à surveiller ce que l'on ne prévoit pas. Cette attitude est aussi inquiétante que révélatrice. De toute évidence, ce qui c'est passé avec l'augmentation des cancers de la thyroïde n'a pas servi de leçon <sup>(1)</sup>.

(1) Les experts officiels ont nié, des années durant, malgré l'accumulation des chiffres, la réalité de cette augmentation au motif que cela ne correspondait pas à leurs modèles : les cancers en excès ne devaient pas apparaître avant 10 ans et devaient être précédés de l'augmentation des leucémies.



Contrôle des niveaux de contamination des enfants qui vivent en zone contaminée. Les travaux du Pr Bandazhevsky ont démontré des corrélations entre le taux de césium dans l'organisme des enfants et le nombre et l'intensité des anomalies enregistrées par les électrocardiogrammes.

Les effets héréditaires concernent par définition les générations à venir. Il reste surtout à espérer que les observations effectuées sur plusieurs espèces animales montrant une instabilité génomique radioinduite maximale autour de la dixième génération (instabilité génomique susceptible de favoriser le développement des cancers).

Il faudrait également tenir compte des effets à venir des contaminations actuelles puisque des millions de personnes continuent de vivre en zone contaminée. C'est précisément sur cette question des effets des incorporations chroniques de césium que portaient les travaux du Pr Bandazhevsky lorsqu'il a été arrêté.

### L'art et la manière... de falsifier un rapport !

L'un des aspects les plus frappants de la communication ONU-AIEA est sans conteste le décalage complet entre le message élaboré pour les médias et le contenu du rapport sur lequel il est censé se baser : en l'occurrence le rapport sur les conséquences sanitaires rédigé par 35 scientifiques sous la responsabilité de l'OMS.

Certes, le rapport de l'OMS n'a rien d'avant-gardiste. C'est un rapport très officiel, émanant d'une organisation qui travaille de concert avec l'AIEA. Ceci étant, l'idée forte qui ressort de sa lecture est l'importance des incertitudes. A chacune des questions traitées, un paragraphe revient comme un leitmotiv et détaille les **"lacunes dans les connaissances"**.

Cette préoccupation est aux antipodes de la communication destinée aux médias qui annonce, au contraire, un bilan rassurant et des réponses définitives. Nous avons retenu pour la démonstration l'exemple des cancers de la thyroïde avec une lecture comparative des contenus respectifs du communiqué de presse et du rapport OMS qu'il est censé résumer..

L'encadré ci-dessous reproduit l'**intégralité de l'information qui figure dans le communiqué**.

#### **"Principales conclusions du rapport :**

**Quelques 4 000 cas de cancer de la thyroïde, essentiellement chez des enfants et des adolescents au moment de l'accident, sont imputables à la contamination résultant de l'accident, et au moins neuf enfants en sont morts ; toutefois, à en juger par l'expérience du Bélarus, le taux de survie parmi les patients atteints de ce type de cancer atteint presque 99%.»**

Le tableau des quelques 4 000 cas de cancers guérissables à 99% ne se retrouve pas dans le rapport de l'OMS qui souligne par contre :

- **L'importance des incertitudes** (sur les doses individuelles, sur le facteur de risque...) **et le manque de données** (limitées sur les enfants et carrément indigentes sur les adultes) sans compter la rareté des études analytiques.

- **Le caractère transitoire du chiffre actuel de 4 000 cancers de la thyroïde.** En effet, **"plus de 15 ans après l'accident de Tchernobyl, l'incidence du cancer de la thyroïde est toujours extrêmement élevé"** et il n'y a aucune raison que le risque diminue dans les 15 prochaines années. Si l'on se base sur ce que l'on sait des effets de l'exposition externe, il restera à son maximum jusqu'en 2016. Il pourrait ensuite décroître, mais rien n'est sûr. En l'état des connaissances, des cancers de la thyroïde en excès continueront à se déclarer jusqu'à 45 ans après l'exposition (soit 2031). Au delà, on ne sait rien car aucune donnée n'est disponible.

- La seule étude citée indique, **pour le seul Bélarus, environ 15 000 cancers de la thyroïde imputables à Tchernobyl** et qui se déclareront entre 1997 et 2047, l'incertitude fluctuant entre 5 000 et 45 000 cas.

Note : pour le Bélarus, la Russie et l'Ukraine l'estimation officielle est de l'ordre de **50 000** cancers de la thyroïde radioinduits.

- Il faudra suivre de près toutes les personnes qui ont été **exposées in utero** à l'iode radioactif.

- **L'impact des grossesses** est un autre sujet d'inquiétude (toutes les femmes qui avaient moins de 18 ans en 1986 et qui ont été exposées à l'iode radioactif sont aujourd'hui en âge de procréer).

- Le rapport de l'OMS laisse ouverte la question de l'augmentation du risque chez les personnes qui avaient **plus de 18 ans en 1986**. *“Présentement, il n'est pas possible d'exclure un excès de risque de cancer de la thyroïde chez les personnes exposées à Tchernobyl à l'âge adulte.”* Des études adaptées sont nécessaires.

- Le devenir des personnes traitées pour un cancer apparaît très incertain. Que penser d'un taux de guérison de 99% quand on lit dans le rapport de l'OMS que *«Peu de données sont disponibles concernant les traitements chirurgicaux et radiologiques utilisés pour le traitement des cancers de la thyroïde des enfants de Tchernobyl, sur les complications de ces traitements, sur la survie, et sur le suivi à long terme des patients, leur qualité de vie (...)”*

Le rapport s'inquiète en particulier des **cancers secondaires** consécutifs à la radiothérapie. Les enfants présentant des cancers papillaires avec des métastases pulmonaires reçoivent des doses de rayonnement considérables au niveau des poumons et du sein. Les traitements sont d'autant plus délicats que les cancers sont agressifs : ils présentent parfois des foyers multiples, des extensions hors de la glande, et des métastases jusque dans les poumons. Il est difficile de pratiquer une ablation totale de la thyroïde sur des sujets jeunes et cela favorise des reprises localisées du cancer.

## La propagande de l'AIEA

Après avoir lu le chapitre *“maladies de la thyroïde”* dans le rapport OMS, on est plus inquiet que rassuré sur le nombre et le sort des victimes. On est bien loin du bilan vanté et vendu par l'AIEA dans les conférences de presse organisées à Londres, Vienne, Washington et Tokyo. L'objectif de l'Agence n'est pas de fournir au public des informations vérifiées qui lui permettent de réfléchir sur une question difficile mais de le convaincre de tourner la page de Tchernobyl.

On ne peut guère le lui reprocher. En procédant ainsi, elle honore ses statuts et remplit sa mission. Tous les experts l'ont dit : Tchernobyl constitue, avec la question des déchets radioactifs, l'un des principaux obstacles à l'acceptation du nucléaire. Alors que le contexte mondial est particulièrement favorable au lancement de programme ambitieux sur le thème du nucléaire solution à l'effet de serre et à la crise énergétique, il incombe à l'AIEA de clore le chapitre Tchernobyl.

## Les autres responsabilités

### Les caisses de résonance

La plupart des médias se sont faits l'écho du communiqué AIEA-ONU avec son bilan rassurant, ses réponses définitives et sa base scientifique de 600 pages. Dans le meilleur des cas, les journalistes ont donné la parole à un opposant (mais que dire quand il faut réagir immédiatement et qu'une analyse sérieuse des rapports nécessite plusieurs jours ?). Au pire, ils ont apporté leur caution à la manipulation en annonçant un rapport **objectif** alors qu'ils n'avaient procédé, et pour cause, à aucune vérification. La perméabilité de la plupart des médias à l'information officielle appa-



Ecole de Valavsk. Dans les villages reconnus contaminés, les enfants ont encore droit à un repas “propre” par jour. Pour combien de temps ?

raît clairement mais le plus frappant est le fait que l'AIEA prenne le risque de tricher sur le contenu des rapports alors qu'ils sont consultables. Tout se passe comme si elle anticipait le fait qu'aucun journaliste n'aurait le temps ou l'envie de contrôler sa communication.

## Le silence complice des auteurs du rapport OMS

Trente-cinq médecins et scientifiques ont signé le rapport dont le communiqué de presse dénature le contenu. Aucun d'entre eux n'a réagi. L'OMS en tant que telle a même co-signé le document et apposé son logo aux côtés de celui de l'AIEA. Les conclusions biaisées sont d'ailleurs présentées comme le bilan consensuel de 8 institutions de l'ONU.

Les responsabilités sont lourdes car ce qui est en jeu n'est pas une simple question scientifique. La communication orchestrée par l'AIEA contient toute une série de recommandations qui vont provoquer la diminution des mesures de protection dont bénéficiaient jusqu'alors les habitants des zones contaminées : distribution de nourriture propre, d'adjuvants pour les sols, séjour en sanatorium pour les enfants et les femmes enceintes...

## Des enjeux élevés

Si les incertitudes sur la nature et le niveau des risques sont élevées, il est difficile de demander aux populations de vivre normalement en zone contaminée. Si au contraire, on déclare disposer de réponses définitives, démontrant l'absence de problèmes autres que psychologiques, il n'y a plus aucune raison de ne pas s'engager dans le repeuplement des zones polluées. Le concept de développement durable en zone contaminée, mis au point par le lobby nucléaire français a un riche avenir devant lui. Ce n'est pas par hasard s'il est au cœur de la stratégie de l'AIEA.

Au delà de Tchernobyl, c'est une gestion à moindre coût des prochains accidents qui se met en place. Si le risque radiologique est faible et que les évacuations sont au contraire très traumatisantes, il vaudra mieux laisser sur place les prochaines victimes de pollutions. **Ça tombe bien, ça coûte aussi moins cher.**